

Résumé 4 de recherche TransSOL: Faits et analyse sur la solidarité en Europe

Formes collectives de solidarité en temps de crise (WP4)

Introduction

Cette série de documents examine les formes organisées de la solidarité européenne, en faisant particulièrement attention aux aspects principaux de la vulnérabilité : migration/demande d'asile, chômage et invalidité. L'objectif est de fournir des données sur le secteur organisationnel des organisations de sociétés civiles (CSO) dans huit nations, ce qui fournit une base d'informations pour comprendre les principales conditions et contraintes, les structures et la dynamique des formes organisées de la solidarité européenne transnationale.

La solidarité est conceptualisée comme un élément qui unifie la société et elle est perçue d'abord et avant tout comme une valeur morale qui engage les gens à se soutenir mutuellement. Ce qui se passe au sein de la société civile est important pour exprimer la solidarité précisément à cause de sa nature bénévole présumée : La solidarité implique que les personnes s'organisent autour d'un problème intrinsèque pour le bien-être de chacun, plutôt que de se soumettre à une autorité générale ou parce qu'elles suivent simplement des intérêts utilitaires ou économiques. Les organisations de société civile (CSO) permettent une action de pro-solidarité à travers deux fonctions : 1) travailler au niveau politique, comme par exemple la défense et les contributions aux décisions politiques, et 2) prestation de services dans une série de domaines liés au système d'aide sociale. Par conséquent, à travers des décisions politiques et des activités orientées sur les services, les CSO peuvent être considérées

comme de vrais acteurs de la solidarité. Ce qui jusqu'à présent a été difficile à affirmer est l'intervention transnationale ou transeuropéenne de ces acteurs.

L'équipe TransSOL a enquêté sur les activités des CSO aux frontières nationales et transnationales pour vérifier le degré d'engagement au niveau transnational ainsi que les différentes formes que cet engagement peut prendre. Cette recherche suggère que les preuves de solidarité transnationale restent limitées, en partie à cause de la nature essentiellement politique de la solidarité : Les CSO agissent au niveau national plus qu'au niveau transnational parce que leurs groupes d'impact - en termes d'accès aux décisions politiques, mécanismes de financement et bénéficiaires destinés - sont orientés de manière nationale et locale. Par conséquent, la politique publique doit cibler ces secteurs pour promouvoir la solidarité européenne transnationale.

Preuves et analyse

Activités de services

Une fonction principale des organisations de société civile (CSO) est orientée vers les services : ces organisations aident les personnes à accéder à des avantages sociaux. Dans notre examen de la solidarité en rapport avec l'accès aux avantages sociaux, nous avons considéré le type de services fournis par les CSO, leur fréquence et le nombre de bénéficiaires de ces services. Deux tiers de CSO fournissent une aide pour accéder à un sys-

tème d'assistance sociale sur une base régulière et 10% le font de temps en temps (Tableau 1). Ce service n'est pas seulement approprié pour les pays dont le système d'assistance sociale est moins généreux, tel que l'Italie et la Grèce (où respectivement 90% et 67% de CSO interrogées fournissent une aide pour accéder au système d'assistance sociale) mais aussi dans les pays où les systèmes de sécurité sociale sont plus généreux comme le Danemark (73% de CSO fournissent une assistance pour accéder aux services d'aide sociale). Ces preuves complètent notre compréhension de la contribution à l'aide sociale apportée par les CSO. Elles révèlent comment les CSO offrent une aide en nature, par exemple, des repas, des vêtements et un hébergement qui normalement seraient fournis par le biais de programmes publics pour lutter contre la pauvreté. Le Tableau 2 montre qu'une organisation sur quatre fournit ce type de services, sur une base régulière et qu'une organisation sur dix le fait occasionnellement. La prestation de services en nature est plus marquant dans des pays comme la Grèce, qui connaît des circonstances difficiles, mais elle n'est toutefois pas négligeable dans des pays riches et dotés d'un système d'aide sociale généreux tels que le Danemark, la France et l'Italie, où un tiers des CSO fournissent ces services régulièrement ou occasionnellement. Le Tableau 3 fournit une estimation du nombre de bénéficiaires concernés par nos CSO avec leurs services liés à l'aide sociale. 40% de notre échantillon offrent des services sur une base annuelle à un grand nombre de bénéficiaires (plus de 1000), certains de ces services touchant même une plus grande partie de la population dans le besoin.

Notre recherche (Tableaux 1, 2 et 3) confirme la contribution des CSO pour maintenir le fonctionnement des services d'aide sociale et apporte des preuves concrètes de ce que les scientifiques sociaux appellent le « mélange de sécurité sociale », qui décrit les systèmes contemporains européens de sécurité sociale,

dans lesquels un mélange d'acteurs publics et privés fournissent une gamme de services dans un cadre juridique diversifié. Sur cette base, nous pouvons conclure que les activités de service sont réalisées principalement aux niveaux local et national. Cette tendance est un obstacle majeur à la solidarité transnationale, car les services fournis par les CSO restent au niveau national plutôt que transnational.

Organisations locales, nationales et transnationales

Comme le montre le Tableau 4, seulement la moitié de toutes les CSO sont actives au niveau transnational (53,9% dans l'UE en particulier et 48,6% au niveau transnational). Pour les CSO, incluant celles qui font partie de campagnes et de réseaux transnationaux, le niveau national reste l'espace géopolitique le plus marquant dans lequel il convient d'agir. Le niveau national d'action est de loin, le choix le plus populaire de nos CSO, avec près de 80% d'entre elles qui affirment qu'elles opèrent à ce niveau. Renforçant l'importance du niveau d'action national, plus d'une organisation sur deux est aussi active aux niveaux local et régional.

Le niveau d'engagement transnational est plus nuancé lorsque nous tenons compte des différences internationales : Les CSO danoises et polonaises mènent le groupe sur des activités au niveau européen et transnational, tandis que les organisations grecques, allemandes, britanniques et suisses semblent être moins enclines à s'engager en dehors de leurs frontières, et que les CSO françaises et italiennes occupent une position intermédiaire. L'activisme transnational des CSO danoises est, au moins en partie expliqué par la connexion et l'activation de ces CSO à travers des réseaux scandinaves plutôt qu'à travers des réseaux de l'UE. Bien que le degré élevé d'activisme transnational polonais (particulièrement au niveau UE) reflète l'engagement du pays auprès de l'UE, en termes d'accès aux

financement lié au développement régional, il montre aussi les difficultés que les CSO polonaises doivent affronter lorsqu'elles négocient avec un gouvernement au comportement conservateur à l'égard des questions de migration/demande d'asile, invalidité et chômage. La tendance des CSO à agir au niveau national est aussi apparente lorsque nous considérons la répartition des activités CSO au niveau géopolitique national par au niveau transnational (Tableau 5). Peu importe l'activité spécifique déployée par une organisation, qu'il s'agisse de mobiliser des membres à travers des actions directes ou de participer à des processus décisionnels, le niveau national éclipse le niveau transnational.

Un autre résultat surprenant est que seulement un très petit nombre d'organisations recherchent des fonds aux niveaux transnational et européen. Seulement une organisation sur cinq déclare qu'elle entreprend des activités de levée de fond au niveau transnational tandis que deux tiers des organisations recherchent des fonds au niveau national. Les organisations qui ont constamment besoin de fonds, concentreront leurs capacités et leurs ressources pour agir au niveau où elles espèrent obtenir de tels fonds pour avoir le meilleur impact et où des flux de financement sont disponibles plus facilement. Par conséquent, nous pouvons supposer que nos CSO agissent plus au niveau national qu'au niveau transnational, parce que les groupes avec lesquels elles s'engagent, ont dans plusieurs sens du terme (à l'égard du financement, politique et bénéficiaires) une approche plus nationale que transnationale.

Concernant les sources de financement pour les CSO (Tableau 6), les subventions des gouvernements nationaux sont deux fois plus importantes que les subventions européennes. Encore une fois, il y a des différences entre les pays : Les CSO françaises et polonaises montrent un grand intérêt pour obtenir des subventions de l'UE, ou en dé-

pendent fortement par rapport aux CSO des autres pays. Pour les organisations polonaises, le financement européen est aussi important que le financement du gouvernement : En raison d'une forte polarisation politique promue par le gouvernement de centre-droite, plusieurs CSO qui s'opposent à la politique du gouvernement ont besoin de recourir au financement de l'UE pour survivre. En Grèce, le financement de l'UE substitue largement les fonds du gouvernement national, ce qui est la conséquence de la capacité réduite de l'état grec à subventionner les CSO en raison de la situation critique de son budget public. Pour les pays restants, les gouvernements nationaux fournissent encore une source importante de ressources économiques.

Un autre indicateur que nous avons évalué est d'établir si oui ou non les CSO font partie des processus décisionnels consultatifs dans l'UE, aux niveaux national et sous-national (Tableau 7). Les deux niveaux national et sous-national sont plus importants que le niveau européen en tant que plateforme pour l'engagement politique, ce qui concorde avec les autres résultats. Toutefois, si nous comparons la situation entre les pays, il est intéressant de noter certaines différences. Tout d'abord, les CSO polonaises sont fortement engagées au niveau de la consultation politique UE, avec 63% des personnes interrogées en Pologne déclarant qu'elles sont consultées systématiquement sur les questions politiques par des organismes UE. Ensuite, les CSO danoises semblent plus engagées au niveau transnational que les CSO allemandes. L'UE consulte une sur deux CSO allemandes et italiennes durant les procédures décisionnelles, tandis que moins d'un cinquième des organisations danoises sont consultées au cours des processus décisionnels UE. Ceci, malgré le fait que 87% des CSO danoises sont actives au niveau UE (Tableau 4).

Une hypothèse sous-jacente de notre recherche est que la solidarité est une entreprise réellement politique parce que les

CSO sont engagées dans des activités de défense et de soutien des groupes vulnérables. Ceci explique pourquoi les CSO agissent principalement à ces niveaux dans lesquels elles considèrent les acteurs politiques comme étant plus importants et aussi plus facilement abordables : c'est-à-dire au niveau national.

Ce qui motive les individus à rejoindre les CSO nous aide à mieux comprendre la nature essentiellement politique de la solidarité. Le Tableau 8 confirme la nature profondément politique de la solidarité telle qu'elle est exprimée dans les CSO. La question de l'enquête est la suivante : « Pourquoi est-ce que les personnes rejoignent votre organisation ? » Bien que la raison principale dans tous les pays soit une volonté altruiste d'aider les autres (63%), la deuxième raison importante pour rejoindre une organisation est le partage des idées politiques et des valeurs (55%), et plus d'un tiers des répondants de l'échantillon (36%) ont aussi donné une réponse explicitement politique : « pour le soutien politique ». Ces réponses explicitement politiques sont communes à tous les pays, excepté la Grèce, où moins d'un tiers des répondants a sélectionné ces options. Ceci peut être expliqué par la nécessité pour les CSO grecques de centrer leurs efforts afin d'offrir de l'aide et un soutien à une population appauvrie par la crise économique nationale et aux masses de réfugiés qui fuient la Syrie. Bien que la solidarité selon les CSO soit fondamentalement une question politique, par conséquent, elle est aussi principalement mise en œuvre au niveau national.

Campagnes transnationales et événements

Nous pouvons aussi mieux percevoir la solidarité transnationale à travers un examen de quelques-unes de nos campagnes et événements organisés par les CSO dont les projets sont fondamentalement transnationaux en nature, du fait qu'ils sont articulés autour des questions des droits humains liés aux trois domaines de vulnérabilité susmentionnés.

Une coopération vraiment transnationale doit faire face à divers problèmes.

1) Migration / Demande d'asile: The Decriminalising Solidarity Campaign. Le but concret de cette campagne est d'œuvrer contre la discrimination des travaux humanitaires et elle vise principalement les organismes UE (en particulier la Commission Européenne). La campagne regroupe des organisations très diverses, qui incluent des ONG qui plaident pour une « Europe plus sociale », des plateformes antiracistes, des organisations religieuses, des réseaux concernant les sans-abris, une ONG spécialisée dans le sauvetage des migrants en mer et un réseau d'ONG travaillant pour la défense des « groupes vulnérables ». À travers ce processus d'enquête, les chercheurs de TransSOL ont découvert que la communication et le manque de temps sont parmi les problèmes majeurs lorsqu'il s'agit de coopération transnationale. Le deuxième problème le plus important est de trouver un cadre pour discuter du sujet de la migration qui soit bien accepté par tous les pays européens. Autrement dit, les réponses ont indiqué une reconnaissance implicite des différentes expériences et politiques que chaque état-nation a connu avec la migration et de l'importance des cadres nationaux pour mobiliser l'opinion publique.

2) Chômage : The Transnational Social Strike. Le cas de la plateforme Transnational Social Strike est représentatif d'une perspective ascendante sur la solidarité, car elle consiste en des associations de terrain dans des réseaux informels de collaboration. L'événement The Transnational Social Strike qui a eu lieu à Londres en février 2017 représente un cas d'étude de l'activisme transnational en action. Les organisations qui y ont participé constituaient un vaste spectre d'organisations de terrain dans le domaine du chômage au croisement du marché de l'emploi, de la migration et des travailleurs précaires. En outre, elle mettait l'accent sur

les divers problèmes auxquels les travailleurs font face dans toute l'Europe. L'événement offrait des opportunités pour les organisations de maintenir et de construire des réseaux de collaboration, partager des informations, sensibiliser et saisir les opportunités de changement social. Les résultats de la recherche TransSOL indiquent que les participants éprouvent des difficultés au niveau de l'activisme transnational, du fait que les ressources inter-organisationnelles sont rares et seulement quelques organisations ont les ressources nécessaires pour participer pleinement à ces événements.

3) Invalidité : La Journée européenne des personnes handicapées. La Journée européenne des personnes handicapées s'est tenue à Bruxelles en novembre 2016 et représente un cas d'étude d'activisme transnational en action. Les organisations qui y ont participé constituaient un vaste spectre de la question de l'invalidité et des divers problèmes auxquels les personnes handicapées sont confrontées dans toute l'Europe. Les interviews révèlent qu'un problème majeur concernant cet événement est le degré d'intérêt et la proximité avec les questions et les événements ayant lieu au niveau européen : les problèmes sont souvent considérés comme ayant une importance locale et les objectifs politiques semblent très éloignés de ces problèmes.

Recommandations de politique

Jusqu'ici, nous avons prouvé l'existence d'une série d'activités dans lesquelles les organisations de société civile (CSO) s'engagent et nous avons considéré la solidarité à la fois comme un acte de soutien pour répondre aux besoins des gens et comme un acte d'expression politique. Sur la base de cette recherche systématique et d'un examen des données, nous recommandons ce qui suit au niveau de la politique publique.

La force des CSO actives au niveau transnational est qu'elles ont la capacité de promouvoir la solidarité au niveau transnational, tandis que les CSO axées au niveau national favorisent un soutien mutuel seulement dans un contexte national. La promotion de l'activité transnationale à travers les CSO revient à exploiter le pouvoir et affiner l'activisme de terrain déjà en existence. En d'autres termes, la tâche qui nous attend est de trouver un moyen de travailler avec des pratiques décentralisées axées sur les nations tout en considérant aussi de nouvelles possibilités pour l'Europe. Ceci est de la plus grande importance en cette période de crise.

Les CSO agissent plus au niveau national qu'au niveau transnational parce que leur public et leurs intérêts sont, dans plusieurs sens du terme, nationaux. Cette tendance est perçue telle que le déclarent les personnes interrogées et vérifiable de manière empirique, comme l'attestent les infrastructures budgétaires et politiques. Par conséquent, les contraintes de la solidarité transnationale peuvent être associées à la prise de décision, aux appareils de financement et aux bénéficiaires visés. De ce fait, la politique publique qui vise à promouvoir la solidarité transnationale européenne doit cibler ces domaines. Les états tout comme les CSO doivent s'assurer que la structure décentralisée des initiatives de solidarité est exhaustive et concerne toute personne en Europe. Pour ce faire, des évaluations de la supervision, la coordination et le soutien seront nécessaires. Ceci est particulièrement important à l'égard de la prestation de services des CSO. En termes de travail de plaidoyer politique, une coopération et une coordination transnationales plus intenses sont nécessaires pour donner une voix aux groupes vulnérables, en tout lieu, et cela signifie non seulement à manière égale dans chaque pays mais aussi au niveau UE. Ici, la politique publique devrait viser à garantir la coopération et la coordination des CSO dans les pays.

Si plus de coopération transnationale est souhaitable et nécessaire, les CSO ont aussi l'opportunité d'agir : présentement, elles sont trop centrées sur leur secteur d'activité qui est limité, trop liées ou dépendantes des institutions nationales et trop peu engagées à surmonter les problèmes de la coopération transnationale.

Au niveau de la prise de décisions et de l'implication, les Tableaux 4 et 5 montrent qu'il n'y a pas de correspondance directe entre les CSO qui entreprennent une action au niveau transnational et celles qui, bien qu'axées sur des activités nationales, sont toujours considérées comme des interlocuteurs importants lors des processus décisionnels à Bruxelles et par conséquent sont invitées à donner leur avis durant une procédure décisionnelle. C'est un résultat que nous devons examiner de manière approfondie car il influe sur notre manière d'interpréter l'activisme transnational, attirant notre attention sur l'existence des diverses nuances de l'activisme transnational et des différents types d'organisations engagées au niveau transnational. Certaines sont plus ouvertement axées sur les questions et les problèmes de politique supranationale; d'autres sont plus concernées par la situation de leur propre pays mais restent toujours ouvertes à l'engagement, si elles y sont invitées et sur une base *ad hoc*, aussi au niveau transnational. En fait, lorsque nous avons discuté avec les CSO sur leur expérience de travail au niveau transnational, la plupart d'entre elles ont apprécié de pouvoir agir au-delà des frontières nationales, en tant qu'opportunité d'apprentissage mutuel et aussi comme manière viable d'accroître leur influence vis-à-vis des décideurs et des acteurs. En outre, les activités réalisées au niveau transnational semblent légèrement moins exposées à la compétition entre CSO, et de ce fait ont la capacité de promouvoir la coopération et un soutien réciproque.

Si les CSO ne peuvent pas améliorer leur facilitation de la solidarité transnationale, alors les politiques devraient fournir plus de mesures incitatives et d'opportunités pour ce type d'engagement. Cela pourrait inclure : une supervision des initiatives de solidarité et des activités dans les pays pour déterminer si des inégalités spatiales existent et si un soutien accru des CSO local est nécessaire, ainsi que le soutien financier, organisationnel et symbolique des CSO pour établir des plateformes transnationales et des organisations pour coordonner leurs travaux. En particulier, cela pourrait signifier des mesures juridiques pour promouvoir des formes réellement pan-européennes d'organisation et d'association. Nous devons nous rappeler qu'aujourd'hui les associations peuvent seulement être établies dans chaque état-nation (il n'existe pas de statut européen pour les associations), ce qui signifie que chaque groupe constitué officiellement doit se conformer aux réglementations et aux programmes nationaux en termes d'exemption fiscale, statut organisationnel et plans de financement.

En résumé, les CSO sont à présent liées de manière inhérente à l'état-nation, ses réglementations et les institutions de financement. Un plus grand nombre de plateformes transnationales et même au niveau UE pour la défense et la sensibilisation mais aussi pour plus de projets de services tels que l'accès à l'aide sociale et aux services en nature, encourageraient la solidarité politique au-delà des frontières nationales et favoriseraient un soutien mutuel dynamique politique en Europe.

Paramètres de recherche

Dans notre recherche sur la solidarité et la société civile, nous avons systématiquement analysé les organisations de société civile (CSO) dans huit pays européens : Danemark, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Suisse et Royaume-Uni. Dans cette étude,

nous fournissons des rapports nationaux et transnationaux, qui regroupent des données sur les activités transnationales de ces organisations dans trois secteurs vulnérables : migration / demande d'asile, invalidité et chômage. La société civile est conceptualisée à partir des trois éléments suivants : a) activités organisationnelles (les événements et les campagnes), b) structures officielles organisationnelles (l'écologie associative) et c) leurs relations (leurs réseaux politiques et sociaux). Nous définissons comme *transnationales* ces activités qui ont lieu dans l'UE et hors de l'UE, mais nous distinguons ces deux types comme il se doit.

La première partie de ces travaux est une recherche sur les actions des CSO au niveau national. L'étendue de la recherche comprend 245 enquêtes menées auprès de CSO dans les huit pays susmentionnés. Ces enquêtes sont divisées en trois parties, concernant les trois domaines de vulnérabilité. Dans la première partie, un format de question ouverte a été adopté pour capturer les informations des personnes interrogées sur la participation de leurs organisations aux événements et aux

campagnes. La deuxième partie des questionnaires est axée sur la composition des organisations et leur portée opérationnelle. La troisième partie consistait en une collaboration avec les personnes interrogées pour identifier les relations de l'organisation avec les autres CSO et les institutions. Dans chacun des huit pays, 30 questionnaires ont été conduits ce qui donne 10 questionnaires par secteur de vulnérabilité.

Dans la deuxième partie de ces travaux, l'équipe de TransSOL a mené des enquêtes lors de trois événements et campagnes thématiques au niveau transnational, tel que le Transnational Social Strike à Londres en février 2017, la Journée européenne des personnes handicapées, et la campagne continue Decriminalising Solidarity Campaign organisée par Social Platform, qui traite de la migration/demande d'asile. Pour chacune de ces activités transnationales, 10 interviews ont été menées, fournissant au total 30 interviews.

Annexe : Tableaux

Tableau 1: Fournir une assistance pour accéder à l'aide sociale (en %)

	Souvent	Rarement	Jamais
Danemark	73	3	0
France	61	15	9
Allemagne	33	17	0
Grèce	67	10	0
Italie	90	7	0
Pologne	50	7	0
Suisse	33	13	7
UK	56	6	0
Total	58	10	30

(N=245)

Tableau 2: Fournir une aide en nature (par ex. repas, hébergement, vêtements, etc.)

	Souvent	Rarement	Jamais
Danemark	27	10	63
France	30	15	39
Allemagne	10	13	73
Grèce	43	27	30
Italie	30	10	60
Pologne	37	10	53
Suisse	13	20	60
UK	13	22	66
Total	25	16	56

(N=245)

Tableau 3: Combien de personnes (bénéficiaires) en général ont obtenu des services au cours de l'année précédente ? (En %)

	Aucun	Moins de 100	Moins de 500	Moins de 1000	Plus de 1000	Ne sait pas
DK	7	7	20	10	50	7
FR	0	18	15	9	55	3
GER	0	17	10	20	27	27
GRE	0	17	33	10	30	10
IT	0	7	23	13	53	3
PL	0	17	17	17	30	20
CH	0	17	20	3	37	23
UK	0	6	25	9	41	19
Total	1	13	20	11	40	14

(N=245)

Tableau 4: Dans quelle zone géographique, est-ce que votre organisation/groupe est active ? (En %)

	Local	Régional	National	UE	Transnational*
Danemark	63,3	66,7	96,7	86,7	63,3
France	69,7	75,8	81,8	57,6	57,6
Allemagne	23,3	33,3	90	40	43,3
Grèce	36,7	46,7	73,3	36,7	30
Italie	76,7	66,7	76,7	50	56,7
Pologne	56,7	53,3	86,7	76,7	66,7
Suisse	50	63,3	66,7	43,3	33,3
UK	81,3	56,3	62,5	40,6	37,5
Total	57,6	58	79,2	53,9	48,6

*Transnational ici se réfère à l'activisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne (N=245)

Tableau 5: Type d'action par niveau géopolitique (en %)

	National	Transnational*
Éducation politique des citoyens/sensibilisation	89	28
Services aux membres (conseils, aide matérielle, etc.)	81	14
Représentation d'intérêts/groupes de lobby	79	36
Participation aux consultations juridiques/processus décisionnels	79	31
Mobilisation des membres via des actions directes	69	20
Financement	64	20
Services aux autres (par ex. clients)	61	17
Mobilisation des membres via des protestations/manifestations	51	20

*Transnational ici se réfère à l'activisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne (N=245)

Tableau 6: Part de CSO pour lesquelles les subventions au niveau national et de l'UE sont très importantes pour la survie (en %)

	Subventions des gouvernements nationaux	Subventions UE
Danemark	80	13
France	45	36
Allemagne	50	7
Grèce	7	20
Italie	27	10
Pologne	37	33
Suisse	37	3
UK	13	9
Total	37	17

(N=245)

Tableau 7: Participation CSO avec un statut consultatif lors des procédures décisionnelles à différents niveaux (en %)

	Consultatif UE	Consultatif national	Consultatif sous-national
Danemark	17	80	40
France	39	61	51
Allemagne	53	53	30
Grèce	33	53	60
Italie	47	70	80
Pologne	63	77	60
Suisse	20	57	50
UK	34	69	63
Total	38	65	54

(N=245)

Tableau 8 : « D'après votre expérience, pourquoi est-ce que les personnes rejoignent l'organisation ? » (En %)

	Pour un soutien politique	Pour un soutien financier	Pour des soutiens juridique/judiciaire	Pour des contacts sociaux	Pour aider/assister les gens	Pour partager les idées politiques/valeurs	Autre
DK	50	13	30	63	80	63	60
FR	58	27	33	73	67	64	49
GER	40	13	27	37	63	57	33
GRE	30	17	20	30	77	27	27
IT	17	0	23	47	70	73	37
PL	10	17	37	47	63	40	30
CH	57	37	13	20	40	53	27
UK	22	9	22	44	47	62	38
Total	36	17	26	45	63	55	38

(N=245)